



Audit – Bureau de Poitiers

6 Ter rue Albin Haller
Pôle République 2

86000 Poitiers

T : +33 (0)5 49 37 03 13

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION LA MAISON POUR TOUS DU PAYS MELUSIN

La Maison de Services au Public
7 Rue Enjambes
86600 LUSIGNAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION LA MAISON POUR TOUS DU PAYS MELUSIN

La Maison de Services au Public
7 Rue Enjambes
86600 LUSIGNAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association « LA MAISON POUR TOUS DU PAYS MELUSIN »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'association « LA MAISON POUR TOUS DU PAYS MELUSIN », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions

- Les modalités de suivi et de comptabilisation des subventions et notamment le bon rattachement des subventions à l'exercice d'attribution.
- Les modalités de comptabilisation des fonds dédiés présentés dans l'annexe des comptes.
- De la réalité des subventions par la demande de confirmation auprès des financeurs et par l'analyse des conventions de subventions.

Disponibilités

- De la réalité des disponibilités par la demande de confirmation auprès des établissements bancaires et par l'analyse des relevés bancaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers le 28 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Emmanuel VIDAL
EMMANUEL VIDAL



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

BILAN ACTIF

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31/12/2023
Actif	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 300	2 017	1 283	2 384
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	3 300	2 017	1 283	2 384
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 204	3 179	8 025	3 847
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	11 204	3 179	8 025	3 847
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30		30	30
AUTRES TITRES IMMOBILISES	30		30	30
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	14 534	5 196	9 338	6 261
STOCKS ET EN-COURS				
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES				
CREANCES D'EXPLOITATION	48 373			27 871
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	2 669			40
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	45 705		45 705	27 831
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	219 517		219 517	76 566
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 248		5 248	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	273 138	-	273 138	104 436
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS				
PRIMES DE REMBMTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS				
ECART DE CONVERSION ACTIF				
TOTAL GENERAL	287 672	5 196	282 476	110 697

EMMANUEL VIDAL

✓ Certified by yousign



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

BILAN PASSIF

Passif	2024	2023
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	62 434	39 819
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	132 524	22 615
SITUATION NETTE (1)	194 957	62 434
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 615	
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	3 615	-
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	198 572	62 434
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		21 268
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)	-	21 268
PROVISIONS POUR RISQUES	2 127	711
PROVISIONS POUR CHARGES		
TOTAL PROVISIONS (4)	2 127	711
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		10 000
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	63 064	1 053
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	14 713	9 565
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 000	5 667
TOTAL DETTES (5)	81 777	26 285
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	282 476	110 697



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation

PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 981	816
Ventes de biens et de services	1 675	
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	124 037	84 998
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	263 094	106 339
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont Dons manuels	15	100
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	7 107	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	5 774	35
Utilisation des fonds dédiés	21 268	
Autres produits	1 982	7 245
Total I	426 933	199 531
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de non stockés		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	135 643	47 780
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 735	1 345
Salaires et traitements	125 335	76 749
Charges sociales	33 801	21 291
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 100	2 095
Dotations aux provisions	1 416	711
Reports en fonds dédiés		21 268
Autres charges	196	5 819
Total II	302 225	177 059
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	124 707	22 472



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2638	653
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 638	653
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 638	653
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1	
Sur opérations en capital	5177	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	5 178	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		510
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	-	510
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 178	- 510
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V+IX)	434 749	200 184
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	302 225	177 569
EXCEDENT OU DEFICIT	132 524	22 615



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31/12/2023
	Montant	Total	Total
CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE			
DONS EN NATURE			43 203
PRESTATION EN NATURE	84 923		
BENEVOLAT	10 971		
TOTAL CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		95 895	43 203
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	84 923		22 000
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE	10 971		21 203
TOTAL PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		95 895	43 203



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Présentation de l'activité

Cadre de l'association – environnement

« La Maison Pour Tous du pays mélusin » est une association créée en 2018. Elle réunit des habitants et des associations en questionnement à la suite de l'intégration du territoire, en 2017, dans la nouvelle Communauté Urbaine de Grand Poitiers. Ils décident de mutualiser leurs forces pour favoriser le développement d'actions à vocation culturelle, sportive et sociale accessibles à tous. L'association a pour objectif de maintenir et renforcer les liens pour un vivre ensemble solidaire, reconnu par l'agrément centre social de la C.A.F.

L'association fonctionne avec un Conseil d'Administration de 31 membres (associations et habitants) auxquels s'ajoutent les maires des 9 communes du territoire d'action du centre social.

« La Maison Pour Tous du pays mélusin » est accompagnée, depuis le démarrage du projet par la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne et partage des valeurs identiques avec cette dernière.

- La dignité humaine : Reconnaître la dignité et la liberté de tout homme et de toute femme est l'attitude première des acteurs des Centres sociaux et socioculturels. L'accueil, l'écoute et le respect de chacun rend possible le dialogue personnalisé. Le regard porté sur les autres se garde des préjugés moraux et culturels. La reconnaissance laïque de la pluralité des croyances évite le renvoi de chacun à sa conscience individuelle ou au repli identitaire. L'attention donnée aux qualités et aspirations de l'autre ouvre les chemins de la convivialité, des progrès personnels et des coopérations réciproques.
- La solidarité : Considérer les hommes et les femmes comme solidaires, c'est-à-dire comme étant capables de vivre ensemble en société, est une conviction constante des Centres sociaux et socioculturels depuis leurs origines. La progression de l'individualisme et la persistance de contradictions sociales n'empêchent pas les Centres sociaux et socioculturels de penser que les hommes et les femmes se construisent comme personnes au travers de leurs rapports aux autres. Les individus deviennent des acteurs solidaires lorsqu'ils s'engagent dans des rapports sociaux qu'ils contribuent à constituer, tels que les liens familiaux, les relations de voisinage, les convivialités, les solidarités de groupe, les rencontres interculturelles, les participations associatives, les rapports de travail, les engagements citoyens ... Echanger des savoir-faire, entrer dans des réseaux d'entraide, soutenir l'insertion sociale et économique de chacun, défendre les droits des personnes à vivre en société, solidarisent les individus
- La démocratie : Opter pour la démocratie, c'est, pour les Centres sociaux et socioculturels, vouloir une société ouverte au débat et au partage du pouvoir. Les Centres sociaux et socioculturels entendent établir, et au besoin conquérir, avec et pour les habitants d'un quartier, d'une ville, d'une agglomération ou d'un pays, des espaces de discussion et de participation à des prises de décision concernant leur vie quotidienne et celle de la collectivité. Opter pour la démocratie c'est aussi s'engager concrètement dans des actions collectives, même modestes, dont les finalités, les modalités et les résultats peuvent être débattus. La démocratie participative, en proposant, en



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

agissant, en contestant, est nécessaire à la vie politique locale. La force de la démocratie locale c'est l'engagement civique des citoyens.

- L'éducation populaire :

« Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les Hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde ». Paolo Freire

Il s'agit donc de mettre en place des dynamiques collectives qui permettent de développer ensemble une compréhension critique de la société, de se donner les moyens de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. L'éducation populaire, ce n'est pas vulgariser des savoirs mais favoriser l'émancipation. Ce qui compte, c'est encourager toutes et tous à œuvrer. Il est moins question d'amener les gens à « la culture » que de favoriser l'expression de la leur, ou tout du moins de leur identité. Il s'agit, plus largement, de faciliter l'accès aux savoirs, à la culture, afin de développer l'émancipation et l'exercice de la citoyenneté, en recourant aux pédagogies actives pour rendre chacun acteur de ses apprentissages, qu'il partage avec d'autres.

Le centre socioculturel intervient en itinérance sur 9 communes : Celle L'Evescault, Cloué, Coulombiers, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan, Rouillé, St-Sauvant et Sanxay, grâce à la mise à disposition de locaux par les partenaires : Mairies, café associatif, salle des associations...

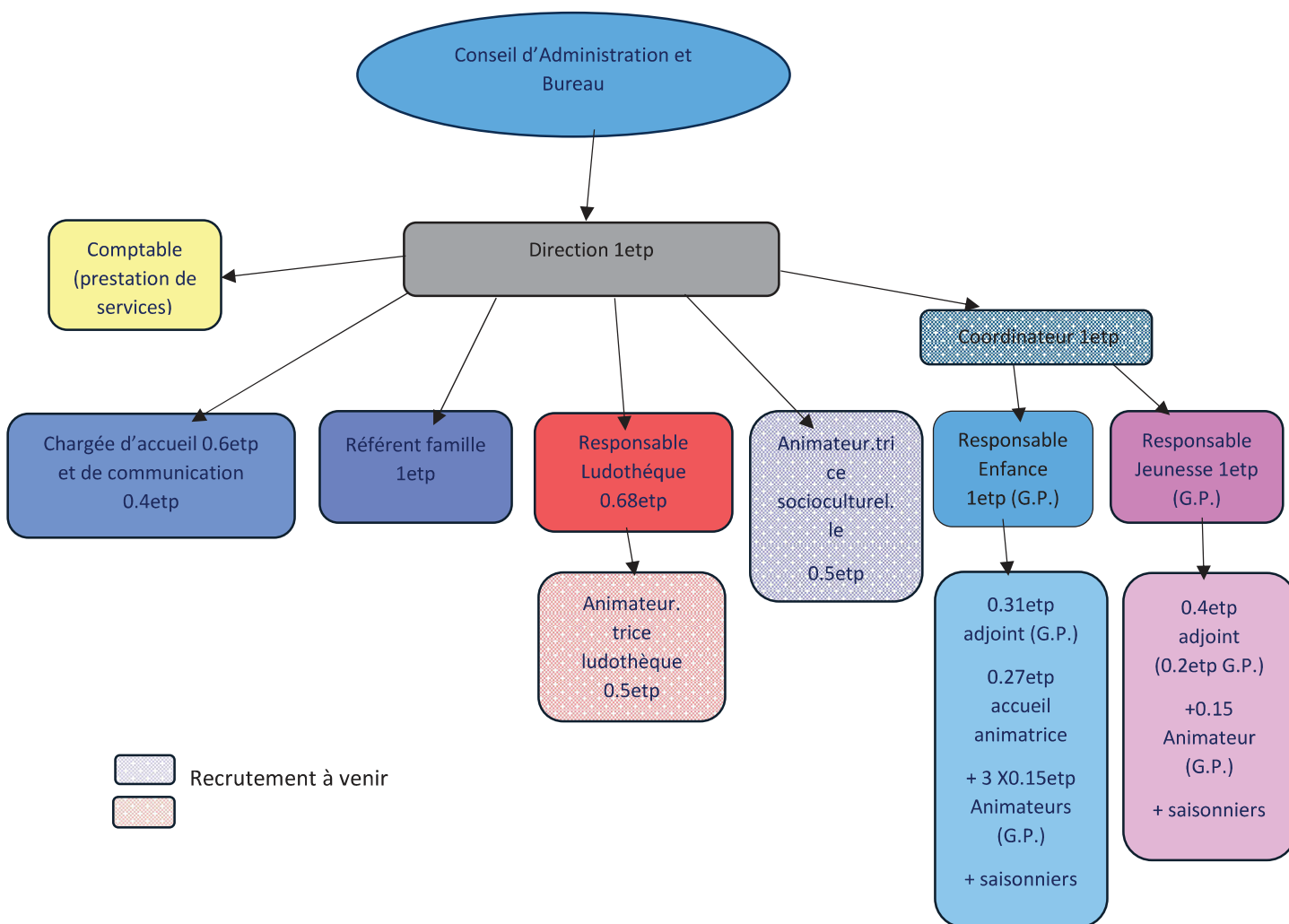
L'Assemblée Générale de 2024 a voté la modification des statuts et le siège se situe désormais à Rouillé, 12 rue des Sinsots, dans un local prêté par la mairie de Rouillé.

« La Maison Pour Tous du pays mélusin » est une structure de proximité qui crée et nourrit le lien social, anime le débat démocratique, accompagne des mobilisations et des projets d'habitants, et construit de meilleures conditions de vie, aujourd'hui et pour demain. Nous proposons des activités sociales, éducatives, culturelles, familiales pour répondre aux besoins et envies sur le territoire. Le centre social est porté par les habitants et habitantes.

Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Présentation du personnel – secteur





Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Bilan d'activités et Faits marquants en 2024

La création d'un centre socioculturel sur un territoire correspond à un déploiement de services rendus aux habitants. La notion d'itinérance est l'essence même de ce projet afin d'aller au plus près des habitants des 9 communes.

- ✓ Le référent famille : Il assure la coordination de l'ensemble des actions collectives ou individuelles et des services relevant du champ de la famille et de la parentalité, en cohérence avec le projet social et les partenaires locaux. Il fait le lien avec les familles du territoire, travaille en transversalité avec les autres secteurs du centre social. Il a mis en place des séjours, des sorties, des animations pour les habitants, en famille ou en solo.
- ✓ Les fonctions administratives :
 - La direction
 - L'accueil et la communication : Le poste a évolué de mi-temps à temps plein avec une nouvelle organisation : Espace stratégique et incontournable d'un centre social, l'Accueil est le 1^{er} point de contact des habitants avec la M.P.T.
 - Accueil adapté pour recevoir, écouter, orienter et servir de relais vers d'autres partenaires, créer une relation de confiance et de proximité avec les habitants, accueil de tous sans discrimination et qui porte les valeurs du C.S.C.
 - Porte d'entrée du centre social pour les habitants : Accueil du public sur les 9 communes en itinérance, gestion des mails, accueil téléphonique, conseils, écoute, disponibilité, réorientation, itinérance sur les communes et à l'épicerie sociale, ateliers avec les partenaires,
 - Développement de la communication, essentielle pour notre nouvelle structure : site internet, réseaux sociaux, mails aux adhérents, diffusion des manifestations organisées...
 - Référente Guid'Asso pour les associations du territoire
 - Soutien à la vie associative : Carré agenda, agenda en ligne, mutualisation du matériel associatif, gestion des prêts des minibus
 - Avec l'arrivée des 2 centres de loisirs, suivi des inscriptions, relation avec les familles.
- ✓ Accueil de la ludothèque « La Toupie Volante » depuis juillet 2024 avec une ludothécaire à 24h, un fond de jeux et de jouets et un véhicule pour l'itinérance.
- ✓ Gestion des 2 accueils de loisirs de Grand Poitiers depuis septembre 2024 :
 - « Croqu'Soleil » sur St-Sauvant pour les enfants de 3 à 11 ans
 - « Escap'Ados » sur Lusignan pour les jeunes de 11 à 18 ans
 - Avec une mise à disposition du personnel, des locaux et des véhicules.



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

- ✓ Renouvellement du projet social 2025-2028 avec une validation par la commission d'action sociale de la CAF en décembre 2024



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Règles et méthodes comptables

Désignation :

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2024**, dont le total est de **282 476 euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste dégageant un bénéfice de **132 524 euros**. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/01/2024 au 31/12/2024**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les conventions ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

La provision pour engagement de retraite s'élève à 2 127 € au 31/12/2024.

Cette provision a été évaluée sur la base d'un calcul actuariel en fonction des hypothèses suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salarié,
- Table de mortalité INSEE 2024,
- Turn over 2%,
- Taux de progression des salaires 3 % constant,
- Taux d'actualisation 3.38 %
- Taux de charges sociales : 35 % pour les non-cadres et 40% pour les cadres.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Rémunérations

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

I - Note sur le bilan

Tableau des immobilisations

		Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
205300	- Concessions brevets licences marques logiciels	3 300	0		3 300
	Immobilisations incorporelles	3 300	0	0	3 300
215300	- Matériel et équipement d'activité				0
215400	- Installations techniques, matériel et outillage				0
218200	- Matériel de transport	0	3 000		3 000
218300	- Matériel de bureau et informatique mobilier	4 776	2 438		7 214
218400	- Mobilier	250	740		990
	Immobilisations corporelles	5 026	6 178	0	11 204
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être	0	0	0	0
271000	- Autres titres immobilisés	30			30
275000	- Prêts et autres immobilisations financières				
	Immobilisations financières	30	0	0	30
ACTIF IMMOBILISE		8 356	6 178	0	14 534

Tableau des amortissements

		Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
2805300	- Concessions brevets licences marques logiciels	917	1 100		2 017
	Immobilisations incorporelles	917	1 100	0	2 017
2815400	- Installations techniques, matériel et outillage				0
2818200	- Matériel de transport	0	36		36
2818300	- Matériel de bureau et informatique mobilier	1 172	1 860		3 032
2818400	- Mobilier	6	104		111
	Immobilisations corporelles	1 179	2 000	0	3 179
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE		2 095	3 100	0	5 196



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Etat des créances

	2024
Créances de l'actif immobilisé :	Échéances à moins d'un an
Créances rattachées à des participations	2 669
Total	2 669

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	45 705
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	45 705

Subvention à recevoir

Subvention à recevoir	Montant 2024
Etat	
Région	6 000
CAF	34 097
MSA	
Communauté de Commune	
Autres Produits à recevoir	5 608
Total	45 705



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	39 819	22 615			62 434
Report à nouveau					0
Excédent ou déficit de l'exercice	22 615	-22 615	132 524		132 524
Situation nette	62 434	0	132 524	0	194 958
Subventions d'investissement	0		8 792	5 177	3 615
TOTAL	62 434	0	141 316	5 177	198 573

Subvention d'investissement

Tableau des subventions d'investissement

	A l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :				
Affectés à des biens renouvelables	0	8 792		8 792
TOTAL	0	8 792	0	8 792
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectés à des biens renouvelables	0		5 177	-5 177



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	Montant global à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des
Subvention d'exploitation	21 268	0	21 268	0	0	0	0
2023 - Région	15 000		15 000			0	
2023 - CPAM	6 268		6 268			0	
TOTAL	21 268	0	21 268	0	0	0	0

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pensions et obligations similaires	711	1 416			2 127
TOTAL	711	1 416	0	0	2 127

Etat des dettes

	2024
	Échéances à moins d'un an
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	
- à 1 an au maximum à l'origine	
- à plus de 1 an à l'origine	
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 064
Dettes des legs et donations	
Dettes fiscales et sociales	14 713
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (**)	
Produits constatés d'avance	
TOTAL	77 777



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

	2024
Charges à payer	
Factures non parvenues	57 358
Factures fournisseur	5 706
Personnel - congés à payer	4 614
Personnel - autres charges à payer	
Charges s/provision congés à payer	1 281
Organismes sociaux à payer	8 677
Etat charges a payer	
Autres charges à payer	142
TOTAL	77 777

CCA – PCA

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelle s
Charges constatées d'avance			
Hébergement Séjour Neige	2 400		
Hébergement Séjour Neige	1 947		
Maintenance office 365	901		
Total	5 248	0	0
	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels
Produits constatés d'avance			
Subvention région Poste direction	4 000		
Total	4 000	0	0



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

II - Note sur le compte de résultat

Ventilation des subventions

Nature du concours ou de la subvention	Type de subvention	Montant 2024	Montant global
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
ETAT	ACTION	3 200	
ETAT - ASP	AIDE A L'EMPLOI		
TOTAL ETAT			3 200
REGION – FEDER	Actions ponctuelles	7 667	
TOTAL REGION			7 667
CAF - Actions	Actions	13 457	
TOTAL CAF			13 457
Communauté de Commune	Fonctionnement	212 434	
TOTAL GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE			212 434
Communes		26 336	
TOTAL COMMUNES			26 336
TOTAL subv d'exploitation (74)			263 094
prestation de service			
CAF - PS animation globale	PS	72 646	
CAF - PS animation collective famille	PS	27 020	
CAF - PS ALSH	PS	8 918	
CAF - CLAS	PS	3 733	
CAF - REGUL PS N-1	PS	1 774	
TOTAL CAF			114 091
TOTAL prestation de service (706)			114 091
TOTAL GENERAL			377 185



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges.



Annexe Comptable

Comptes Annuels 2024

Contributions volontaires en nature

Ressources	2024	2023
Dons en nature		
Prestations en nature	84 923	22 000
Bénévolat	10 971	21 203
Total	95 894	43 203

Emplois	2024	2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	84 923	22 000
Prestations	10 971	
Personnel bénévole		21 203
Total	95 894	43 203

La mise à disposition correspond au local du siège social, ainsi qu'aux locaux de l'ALSH Croqu'soleil et du secteur jeunes Escap'ados.

Le bénévolat est valorisé au SMIC chargé à hauteur de **10 971€** correspondant à **800 heures**.